

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
2 juin 2003

Original: français

**Lettre datée du 21 mai 2003, adressée au Président
du Conseil de sécurité par les représentants du Burkina Faso
et de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de nos gouvernements respectifs, nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du communiqué final qui a sanctionné la visite d'amitié et de travail de S. E. M. Youssouf Ouédraogo, Ministre d'État, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale du Burkina Faso, effectuée à Abidjan, République de Côte d'Ivoire, les 8 et 9 mai 2003 (voir annexe).

Vous voudrez bien publier cette lettre et son annexe comme document du Conseil.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
de la République de Côte d'Ivoire
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Djessan Philippe **Djangone-Bi**

Le Chargé d'affaires par intérim
de la Mission permanente du Burkina Faso
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) François **Oubida**

* Nouveau tirage pour raisons techniques.



**Annexe à la lettre datée du 21 mai 2003, adressée au Président
du Conseil de sécurité par les représentants du Burkina Faso
et de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Visite d'amitié et de travail de S. E. M. Youssouf Ouédraogo,
Ministre d'État, Ministre des affaires étrangères
et de la coopération régionale du Burkina Faso**

Abidjan, les 8 et 9 mai 2003

Communiqué final

1. À l'initiative de LL. EE. MM. Laurent Gbagbo, Président de la République de Côte d'Ivoire et Blaise Compaore, Président du Burkina Faso, S. E. M. Youssouf Ouédraogo, Ministre d'État, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale du Burkina Faso a effectué une visite d'amitié et de travail en Côte d'Ivoire, les 8 et 9 mai 2003.

Le Ministre d'État Youssouf Ouédraogo était accompagné d'une importante délégation comprenant notamment :

- M. Benoît Ouattara, Ministre du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat;
- M. Patrice Nikiema, Ministre délégué auprès du Ministre des infrastructures, des transports et de l'habitat, chargé des transports;
- M. Yéro Boly, Directeur de cabinet de Monsieur le Président du Burkina Faso et leurs collaborateurs.

2. Au cours de leur séjour, le Ministre d'État burkinabè et sa délégation ont eu une séance de travail avec une délégation gouvernementale ivoirienne conduite par S. E. M. Patrick Achi, Ministre d'État, Ministre des infrastructures économiques assurant l'intérim du Ministre d'État, Ministre des affaires étrangères, S. E. M. Mamadou Bamba.

La délégation ivoirienne comprenait notamment :

- M. Théodore Mel Eg, Ministre d'État, Ministre de l'intégration africaine;
- M. Innocent Kobenan Anaky, Ministre d'État, Ministre des transports;
- M. Zémogo Fofana, Ministre de l'enseignement supérieur, Ministre de la sécurité par intérim;
- M. Sébastien Djédjé Dano, Ministre de la réconciliation nationale;
- M. Adou Assoa, Ministre des eaux et forêts, Ministre de la défense par intérim;
- Mme Victorine Gboko-Dailly Wodie, Ministre chargé des droits de l'homme.

Cette séance de travail a porté essentiellement sur les relations bilatérales entre les deux pays.

3. Après avoir reconnu l'interdépendance des deux pays, les parties ivoirienne et burkinabè ont réaffirmé leur ferme volonté d'œuvrer de concert à la restauration de la confiance.

À cet effet, les deux parties ont mis en exergue la nécessité d'enclencher et de promouvoir la dynamique du dialogue en vue de renouer et de consolider les relations séculaires d'amitié et de fraternité qui ont toujours existé entre les peuples ivoirien et burkinabè.

Les deux délégations ont convenu de la nécessité de soutenir le dialogue par la mise en place d'un mécanisme de concertation susceptible de recréer des synergies au niveau des grands secteurs d'activités tels que :

- Le commerce et l'industrie;
- L'agriculture et l'élevage;
- Les transports.

4. Au plan politique, le Gouvernement du Burkina Faso se félicite du processus de réconciliation engagé en Côte d'Ivoire avec la formation du Gouvernement de réconciliation nationale et invite la communauté burkinabè en Côte d'Ivoire à y adhérer activement.

En vue d'accompagner la volonté politique manifeste des deux Gouvernements pour la reprise et la relance des activités économiques et commerciales, les deux parties ont convenu d'organiser des rencontres sectorielles et techniques.

5. Par ailleurs, les deux parties ont réaffirmé la nécessité de sécuriser les frontières, de garantir la libre circulation des personnes et des biens et de promouvoir la défense des droits humains.

Elles ont invité les deux Gouvernements à mettre en place un mécanisme bilatéral de surveillance de leur frontière commune. Les deux parties invitent les acteurs politiques et les médias à soutenir la nouvelle dynamique qu'elles entendent imprimer aux relations entre leurs pays.

6. Les deux délégations ont enfin souligné l'urgente nécessité de réactiver les travaux de la grande Commission mixte ivoiro-burkinabè en veilleuse depuis 1997 d'une part, et d'autre part, d'accélérer la mise en oeuvre du projet de création de la Commission paritaire de conciliation et de prévention des différends intercommunautaires approuvée en novembre 1999 par les deux Gouvernements.

7. Sur le plan économique, les deux délégations ont décidé d'entreprendre toutes actions susceptibles d'accélérer la reprise des activités économiques entre les deux pays.

Considérant le rôle que joue le port autonome d'Abidjan dans les échanges commerciaux entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, les deux délégations encouragent toutes mesures lui permettant d'accomplir pleinement sa mission.

À cet égard, la partie burkinabè a rappelé la situation des marchandises en souffrance dans le port d'Abidjan et a souhaité qu'une solution rapide et favorable y soit trouvée.

En outre, elle a insisté sur la nécessité de la reprise du trafic ferroviaire et la relance du commerce, en particulier du bétail et de la viande entre les deux pays dans les meilleures conditions de sécurité et de fluidité.

La délégation burkinabè a salué la décision du Gouvernement ivoirien de lever la déclaration de zone de guerre qui frappait une partie de son territoire national.

8. La délégation burkinabè a saisi l'occasion de cette rencontre pour saluer la récente mission effectuée à Ouagadougou par une importante délégation officielle ivoirienne conduite par le Ministre du commerce et qui constitue le point de départ de la reprise du dialogue entre les hommes d'affaires des deux pays.
9. Les entretiens entre les deux délégations ont été marqués par une parfaite convergence de vues sur toutes les questions abordées et se sont déroulés dans une atmosphère empreinte de cordialité, de fraternité, de franchise et de compréhension mutuelle.
10. S. E. M. Youssouf Ouédraogo, Ministre d'État, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale a rendu une visite de courtoisie à son S. E. M. Seydou Elimane Diarra, Premier Ministre.
11. S. E. M. Youssouf Ouédraogo, Ministre d'État, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale a été reçu en audience par S. E. M. Laurent Gbagbo, Président de la République de Côte d'Ivoire. Il a saisi cette opportunité pour lui transmettre les salutations fraternelles de S. E. M. Blaise Compaore, Président du Burkina Faso.
12. Le Ministre d'État Youssouf Ouédraogo a, au nom du Président du Burkina Faso, exprimé ses vifs remerciements et sa profonde gratitude à S.E. M. Laurent Gbagbo, Président de la République de Côte d'Ivoire, au Gouvernement ainsi qu'au peuple ivoirien pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité fraternelle dont sa délégation et lui-même ont été l'objet durant leur séjour.
13. S. E. M. Youssouf Ouédraogo a invité S.E. M. Mamadou Bamba, Ministre d'État, Ministre des affaires étrangères, à effectuer une visite d'amitié et de travail au Burkina Faso.
14. Au nom du Ministre d'État Mamadou Bamba, le Chef de la délégation ivoirienne a accepté cette invitation dont la date sera convenue d'un commun accord par voie diplomatique.

Fait à Abidjan, le 9 mai 2003

Pour la Côte d'Ivoire
Le Ministre d'État,
Ministre des infrastructures économiques
assurant l'intérim du Ministre d'État,
Ministre des affaires étrangères
(Signé) Patrick **Achi**

Pour le Burkina Faso
Le Ministre d'État,
Ministre des affaires étrangères
et de la coopération régionale
(Signé) Youssouf **Ouédraogo**